

**Pourquoi l'arbitrage ?  
Introduction à la pratique de l'arbitrage**

## **C. LES SPÉCIFICITÉS DE L'ARBITRAGE INSTITUTIONNEL**

### **Master 2 Droit Bancaire et Financier**

**Prof. Jochen BAUERREIS**

Avocat & Rechtsanwalt

Avocat spécialisé en droit de l'arbitrage

Avocat spécialisé en droit international et de l'UE

Maître de Conférences (Univ. Strasbourg) & Professeur honoraire (Univ. Freiburg i.Br.)

## Plan du séminaire

- A. Le rôle de l'arbitrage dans le système des « MARC »
- B. Aperçu du droit français de l'arbitrage
- C. Les spécificités de l'arbitrage institutionnel**
- D. La pratique de l'arbitrage par l'avocat
- E. Actualités en matière de droit de l'arbitrage

## Plan de la partie C

- **Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre (1)**  
*(conseil du demandeur)*
- **Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur (2)**  
*(centre arbitral)*
- **Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle (3)**  
*(conseil du défendeur)*
- **Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage (4)**  
*(conseil du demandeur et du défendeur)*
- **Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral (5)**  
*(centre arbitral)*

## Plan de la partie C

- **Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation (6)**  
*(arbitre)*
- **Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure (7)**  
*(conseil et arbitre)*
- **Ecritures: réplique avec présentation des preuves (8)**  
*(conseil du demandeur)*
- **Ecritures: duplique avec présentation des preuves (9)**  
*(conseil du défendeur)*
- **Convocation / nomination des témoins et experts (10)**  
*(arbitres)*

## Plan de la partie C

- **Audience(s) (11)**  
*(conseil et arbitre)*
  
- **Clôture des débats (12)**  
*(arbitre)*
  
- **Sentence (13):**
  - Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage –  
soumission du projet de sentence au centre *(arbitre)* **(13.1)**
  - Notification de la sentence aux parties *(centre arbitral)* **(13.2)**
  
- **Demande de correction de la sentence (14)**  
*(conseil)*
  
- **Correction / interprétation de la sentence (15)**  
*(arbitre)*

## Règlements d'arbitrage

- a. Le règlement d'arbitrage de la Chambre Internationale de Commerce (CCI)**
- a. Le règlement d'arbitrage de l'Association Française d'Arbitrage (AFA)**
- a. Le règlement d'arbitrage du Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP)**
- a. Le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI)**

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 4</b>
<b>Modalités de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Envoi au Secrétariat en autant d'exemplaires qu'il y a de parties + un exemplaire pour chaque arbitre + un exemplaire pour le Secrétariat</li><li>• Versement du droit d'enregistrement (5 000 \$US)</li></ul>
<b>Éléments de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nom et dénominations, qualités, adresse et autres coordonnées des parties</li><li>• Nom et dénominations, adresse et autres coordonnées de toute personne représentant le demandeur dans l'arbitrage</li><li>• Nature et circonstances du litige</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

a. Règlement CCI	Article 4
<b>Éléments de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Décisions sollicitées et montants réclamés Si possible, estimation de la valeur pécuniaire de toute autre demande</li><li>• </li><li>• Convention(s) d'arbitrage et toute autre convention pertinente Si plusieurs conventions d'arbitrage, convention sur le fondement de laquelle chacune des demandes est formée</li><li>• Indications et observations ou propositions sur le nombre d'arbitres (arbitre unique ou bien trois arbitres) et le choix des arbitres</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 4</b>
<b>Éléments de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Désignation d'un arbitre pour confirmation si tribunal arbitral constitué de trois arbitres</li><li>• Arbitre désigné d'un commun accord par les parties dans la convention d'arbitrage si tribunal arbitral constitué d'un seul arbitre</li><li>• Indications utiles, observations ou propositions quant au lieu de l'arbitrage, aux règles de droit applicables et à la langue de l'arbitrage</li></ul>
<b>Éléments pouvant accompagner la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tout autre document ou élément que le demandeur estime approprié ou de nature à contribuer à une résolution efficace du litige</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

b. Règlement AFA	Article 2 §1
<b>Éléments de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Noms, qualités et adresses des parties</li><li>• Exposé des faits</li><li>• Objet de la demande</li><li>• Proposition quant au nombre d'arbitres</li><li>•</li><li>• Désignation d'un arbitre pour confirmation si tribunal arbitral composé d'une pluralité d'arbitres</li><li>•</li><li>• La convention d'arbitrage et tout accord des parties quant aux modalités de l'arbitrage</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 2</b>
<b>Envoi de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au CMAP en autant d'exemplaires que de défendeurs + un exemplaire pour le CMAP</li><li>• Par lettre recommandée avec accusé de réception</li><li>• Paiement des droits d'ouverture</li></ul>
<b>Éléments de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• État civil ou raison sociale et adresse du demandeur + le cas échéant, nom et adresse du conseil du demandeur</li><li>•</li><li>• État civil ou raison sociale et adresse du défendeur + le cas échéant, nom et adresse de son conseil</li><li>• Exposé de l'objet du litige et des demandes</li><li>•</li><li>• Désignation pour confirmation d'un arbitre si tribunal arbitral composé de trois arbitres</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

REMARQUE: le règlement d'arbitrage de la CNUDCI évoque non pas les éléments de la demande d'arbitrage comme dans les autres règlements, mais ceux de la notification d'arbitrage, car le demandeur est tenu de notifier lui-même la demande au défendeur.

d. Règlement CNUDCI	Article 3
<b>Éléments obligatoires de la notification d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Demande tendant à ce que le litige soit soumis à l'arbitrage</li><li>• Noms et coordonnées des parties</li><li>• Désignation de la convention d'arbitrage</li><li>• Désignation de tout contrat ou autre instrument juridique duquel est né le litige ou auquel il se rapporte A défaut, brève description de la relation en cause</li></ul>

## 1. Demande d'arbitrage – Proposition / désignation d'arbitre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 3</b>
<b>Éléments obligatoires de la notification d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Brève description du litige Le cas échéant, estimation de la valeur du litige</li><li>•</li><li>• Objet de la demande</li><li>• Proposition quant au nombre d'arbitres, à la langue et au lieu de l'arbitrage (à défaut d'accord antérieur entre les parties)</li></ul>
<b>Éléments facultatifs de la notification d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Proposition d'une autorité de nomination à défaut d'accord antérieur entre les parties</li><li>• Proposition d'un arbitre si tribunal arbitral composé d'un arbitre unique</li><li>• Notification de la nomination d'un arbitre si tribunal arbitral composé de trois arbitres</li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

a. Règlement CCI	Articles 4, 37 - Appendice III (Article 1)
Fixation obligatoire de la provision pour frais de l'arbitrage	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Principe</u></b> :<ul style="list-style-type: none"><li>– Une seule provision fixée dès que possible par la Cour de façon à couvrir les honoraires et frais du tribunal arbitral ainsi que les frais administratifs de la CCI correspondant aux <u>demandes</u></li></ul></li><li>• <b><u>Exceptions</u></b> :<ul style="list-style-type: none"><li>– Une ou plusieurs provision(s) fixée(s) par la Cour de façon à couvrir lesdits frais de l'arbitrage correspondant aux <u>demandes d'intervention</u> ou aux <u>demandes entre parties multiples</u></li><li>–<ul style="list-style-type: none"><li>➤ La / les provision(s) remplace(nt) une quelconque provision précédemment fixée par la Cour</li></ul></li></ul></li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 4, 37 - Appendice III (Article 1)</b>
<b>Fixation obligatoire de la provision pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Provisions distinctes fixée(s) par la Cour de façon à couvrir lesdits frais de l'arbitrage correspondant aux <u>demandes reconventionnelles</u></li><li>• Le montant des provisions fixées par la Cour peut être réévalué à tout moment de la procédure arbitrale</li><li>•</li><li>• Toute exception de compensation ainsi que toute demande distincte étant susceptible d'entraîner l'examen de questions supplémentaires sont prises en compte</li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

a. Règlement CCI	Articles 4, 37 - Appendice III (Article 1)
<p><b>Fixation facultative d'une avance sur la provision pour frais de l'arbitrage</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Secrétaire général <b>peut</b> inviter le demandeur à payer une avance sur provision :<ul style="list-style-type: none"><li>– Dès réception de la demande, et</li><li>– Jusqu'à l'établissement de l'acte de mission, ou</li><li>– Jusqu'à la conférence sur la gestion de la procédure en cas de procédure accélérée</li></ul></li><li>• <b><u>En principe</u></b>, l'avance ne doit pas excéder le montant obtenu par l'addition :<ul style="list-style-type: none"><li>– Des frais administratifs de la CCI</li><li>– Du minimum des horaires d'arbitres</li><li>– Des frais remboursables du tribunal arbitral pour l'établissement de l'acte de mission</li></ul></li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

a. Règlement CCI	Articles 4, 37 - Appendice III (Article 1)
<b>Fixation facultative d'une avance sur la provision pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Par exception</u></b>, le Secrétaire général fixe l'avance à sa discrétion, lorsque ce montant n'est pas déclaré</li></ul>
<b>Notification par le Secrétariat</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• De la réception de la demande au demandeur et au défendeur</li><li>• D'une copie de la demande et des pièces annexes au défendeur :<ul style="list-style-type: none"><li>– Si paiement par le demandeur du droit d'enregistrement</li><li>– Si fourniture par le demandeur du nombre suffisant de copies de la demande (voir <i>supra</i> 1. règlement CCI)</li></ul></li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

b. Règlement AFA	Articles 2 §2 et 9
<p style="text-align: center;"><b>Fixation de la provision pour frais de l'arbitrage</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Principe</u></b> :<ul style="list-style-type: none"><li>– Une seule provision fixée par le Comité de façon à couvrir les frais de l'arbitrage correspondant aux <u>demandes</u></li></ul></li> <li>• <b><u>Exceptions</u></b> :<ul style="list-style-type: none"><li>– En cas de <u>demande nouvelle ou additionnelle</u>, possibilité pour le Comité de fixer une provision complémentaire ainsi que les modalités de son versement</li><li>–</li><li>– En cas de <u>demande reconventionnelle</u>, possibilité pour le Comité de fixer des provisions distinctes, si l'une des parties le demande</li></ul></li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 2 §2 et 9 - Barème des honoraires du Tribunal arbitral et frais d'administration de l'AFA</b>
<b>Fixation de la provision pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Si demandes non quantifiées, le Comité fixe la provision la plus appropriée selon lui</li><li>• Possibilité pour le Comité de modifier ses décisions (notamment le montant de la provision) au vu des observations des parties, des arbitres ou des circonstances</li></ul>
<b>Notification de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Par le Secrétariat au défendeur, « aussitôt » que l'AFA est saisie de cette demande</li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 9 – Barème des frais et honoraires de l'arbitrage</b>
<b>Fixation des provisions pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le CMAP adresse aux parties un appel identique de provisions:<ul style="list-style-type: none"><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Dès qu'il dispose des demandes respectives des parties, ou</li><li>– À l'expiration du délai de 30 jours à compter de la notification de la demande au défendeur</li></ul></li></ul></li><li>• <b><u>Principe</u></b> :<ul style="list-style-type: none"><li>– Provisions fixées par le CMAP de façon à couvrir les frais et honoraires de l'arbitrage correspondant aux <u>demandes</u></li><li>– Calculées conformément au barème en vigueur</li></ul></li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 9 – Barème des frais et honoraires de l'arbitrage</b>
<b>Fixation des provisions pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Exceptions:</u></b></li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– En cas de <u>demande additionnelle</u>, possibilité pour le CMAP de fixer une provision complémentaire</li></ul></li></ul>
<b>Notification de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Par le CMAP dès l'enregistrement de la demande</li><li>• Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception</li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 3, 43</b>
<b>Fixation facultative de sommes à consigner pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dès qu'il est constitué, le tribunal arbitral peut demander aux parties de consigner une même somme à titre d'avance concernant:<ul style="list-style-type: none"><li>– Les honoraires des arbitres</li><li>– Les frais de déplacement et autres dépenses des arbitres</li><li>– Les frais d'expertise et de toute autre aide fournie au tribunal</li></ul></li><li>•</li><li>• Possibilité pour le tribunal d'exiger la consignation de sommes supplémentaires au cours de la procédure</li><li>•</li><li>• Le tribunal fixe le montant des sommes à consigner après consultation de l'autorité de nomination désignée ou choisie ayant accepté cette mission</li></ul>

## 2. Réception de la demande – Fixation de la provision (ou avance sur provision) sur les frais de l'arbitrage et notification de la demande au défendeur

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 3, 43</b>
<b>Notification de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le demandeur notifie directement sa demande au défendeur, sans passer par l'intermédiaire du Centre d'arbitrage</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 5</b>
<b>Modalités de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Envoi au Secrétariat en autant d'exemplaires qu'il y a de parties<ul style="list-style-type: none"><li>+ un exemplaire pour chaque arbitre</li><li>+ un exemplaire pour le Secrétariat</li></ul></li><li>• Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande</li></ul>
<b>Éléments de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nom et dénominations, qualités, adresse et autres coordonnées du défendeur</li><li>• Nom et dénominations, adresse et autres coordonnées de toute personne représentant le défendeur dans l'arbitrage</li><li>• Commentaires sur la nature et les circonstances du litige à l'origine des demandes et sur le fondement de celles-ci</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 5</b>	
<b>Éléments de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Position sur les décisions sollicitées</li><li>• Observations ou propositions sur le nombre d'arbitres (arbitre unique ou bien trois arbitres) et le choix des arbitres</li><li>• Désignation d'un arbitre pour confirmation si tribunal arbitral constitué de trois arbitres</li><li>• Observations ou propositions sur le lieu de l'arbitrage, les règles de droit applicables et la langue de l'arbitrage</li></ul>	
<b>Éléments pouvant accompagner la réponse</b>	<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tout autre document ou élément que le demandeur estime approprié ou de nature à contribuer à une résolution efficace du litige</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

a. Règlement CCI	Article 5	
<b>Éléments pouvant accompagner la réponse</b>	<b>Demande(s) reconventionnelle(s)</b>	<b><u>Éléments de / des la demande(s) :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nature et circonstances du litige à l'origine de la / des demande(s) et fondement de celle(s)-ci</li><li>• Décisions sollicitées et montant des demandes quantifiées Si possible, estimation de la valeur pécuniaire de tout autre demande</li><li>• Convention(s) d'arbitrage et toute autre convention pertinente Si plusieurs conventions d'arbitrage, convention sur le fondement de laquelle chacune des demandes est formée</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

a. Règlement CCI	Article 5	
<b>Éléments pouvant accompagner la réponse</b>	<b>Demande(s) reconventionnelle (s)</b>	<b><u>Éléments pouvant accompagner la / les demande(s) :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Tout autre document ou élément que le défendeur estime approprié ou de nature à contribuer à une résolution efficace du litige</li></ul>
		<b><u>Effets de la / des demande(s) :</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le demandeur de soumettre une note en réponse</li><li>• Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande reconventionnelle</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 2 §2</b>
<b>Modalités de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Envoi dans un délai de 30 jours</li></ul>
<b>Éléments de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Exposé sommaire des faits</li><li>• Observations sur la demande</li><li>• Proposition quant au nombre d'arbitres</li><li>• Désignation d'un arbitre pour confirmation si tribunal arbitral composé d'une pluralité d'arbitres</li><li>• Observations éventuelles sur tout accord des parties quant aux modalités de l'arbitrage</li><li>• Demande(s) reconventionnelle(s)</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 3 et 4</b>
<b>Modalités de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Envoi au CMAP par lettre recommandée avec demande d'avis de réception</li><li>• En autant d'exemplaires que de parties + un exemplaire pour le CMAP</li><li>• Dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la demande</li></ul>
<b>Éléments de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Désignation pour confirmation d'un arbitre si tribunal arbitral composé de trois arbitres</li><li>• Demande(s) reconventionnelle(s)</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

c. Règlement CMAP	Articles 3 et 4
<b>Absence de réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• A l'expiration du délai de 30 jours, le CMAP:<ul style="list-style-type: none"><li>- Vérifie que la notification de la demande est bien parvenue au défendeur</li></ul></li><p>Et</p><li>- Clôt le dossier si la clause compromissoire ne désigne pas le CMAP</li><p>Ou</p><li>- Met en œuvre la procédure arbitrale conformément au règlement si la clause compromissoire désigne le CMAP</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 4</b>
<b>Modalités de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Envoi au demandeur</li><li>•</li><li>• Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification d'arbitrage</li></ul>
<b>Éléments obligatoires de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nom et coordonnées de chaque défendeur</li><li>• Réponse s'agissant :<ul style="list-style-type: none"><li>•</li><li>– de la convention d'arbitrage invoquée par le demandeur,</li><li>– du contrat ou autre instrument juridique duquel est né le litige ou auquel il se rapporte selon le demandeur ou de la description de la relation en cause par le demandeur</li><li>– de la description du litige et le cas échéant de l'estimation de la valeur du litige</li></ul></li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 4</b>
<b>Éléments obligatoires de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- de l'objet de la demande</li><li>• Proposition quant au nombre d'arbitres, à la langue et au lieu de l'arbitrage à défaut d'accord antérieur entre les parties</li></ul>
<b>Éléments facultatifs de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Exception d'incompétence d'un tribunal arbitral devant être constitué selon le règlement</li><li>•</li><li>• Proposition d'une autorité de nomination à défaut d'accord antérieur entre les parties</li><li>•</li><li>• Proposition d'un arbitre si tribunal arbitral composé d'un arbitre unique</li><li>•</li><li>• Notification de la nomination d'un arbitre si tribunal arbitral composé de trois arbitres</li></ul>

### 3. Réponse du défendeur – Proposition / désignation d'arbitre – Demande reconventionnelle

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 4</b>
<b>Éléments facultatifs de la réponse</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Brève description de la / des demande(s) reconventionnelle(s) pu de la / des demande(s) en compensation éventuelle(s) Le cas échéant, estimation de la somme sur laquelle porte la demande et l'objet de celle-ci</li><li>• </li><li>• Notification d'arbitrage remplissant les conditions de l'article 3 du règlement si le défendeur forme une demande contre une partie à la convention d'arbitrage autre que le demandeur</li></ul>
<b>Absence de réponse / Réponse incomplète / Réponse tardive</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal arbitral peut malgré tout être formé</li><li>• </li><li>• Différend tranché définitivement par le tribunal arbitral</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

a. Règlement CCI	Article 37 - Appendice III (Article 1)
<b>Répartition du paiement entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Principe</u></b> : provision due en parts égales par le demandeur et le défendeur</li> <li>• <b><u>Exceptions:</u></b><ul style="list-style-type: none"><li>- Si <u>demandes d'intervention</u> ou <u>aux demandes entre parties multiples</u>: la Cour décide à quelle partie le paiement en incombe ou dans quelle proportion ce paiement est partagé entre elles</li><li>-</li><li>- Si <u>demande reconventionnelle</u>: chaque partie est tenue de verser les provisions correspondant à ses demandes respectives</li></ul></li></ul>
<b>Modalités de paiement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Versements de l'avance sur la provision et du droit d'enregistrement constituent un paiement partiel de la provision</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

a. Règlement CCI	Article 37 - Appendice III (Article 1)
<b>Modalités de paiement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>En principe</u></b>, chaque partie doit payer au comptant sa part de la provision globale</li><li>•</li><li>• <b><u>Par exception:</u></b></li><li>•</li><li>– Possibilité d'une garantie bancaire pour tout montant qui excède 500 000 \$US si la part de la provision dépasse ce seuil</li><li>– Possibilité pour la Cour d'autoriser le paiement échelonné aux conditions appropriées selon elle</li><li>–</li><li>• Une partie peut payer la part de provision due par une autre partie défailante</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

a. Règlement CCI	Article 37 - Appendice III (Article 1)
<b>Quid en cas de non paiement ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le secrétaire général peut :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>- inviter le tribunal arbitral à suspendre ses activités, et</li><li>- fixer un délai <math>\geq</math> 15 jours au bout duquel les demandes correspondantes à cette provision sont considérées comme retirées</li></ul></li><li>• Pour s'opposer, la partie concernée peut demander que la question soit tranchée par la Cour</li><li>•</li><li>• Le retrait d'une demande n'empêche pas la partie concernée de réintroduire ultérieurement la même demande dans une autre procédure</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 9</b>
<b>Répartition du paiement entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Provision et compléments de provision dus en parts égales par le demandeur et le défendeur</li></ul>
<b>Modalités de paiement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Paiement auprès de l'AFA sous forme de dépôt</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– L'AFA est autorisé à prélever sur le dépôt les frais d'arbitrage</li><li>– Le reliquat éventuel est restitué aux parties au prorata de leurs versements</li></ul></li><li>• Une partie peut payer la part de provision due par une autre partie défaillante</li></ul>
<b>Quid en cas de non paiement ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• la procédure arbitrale est considérée comme abandonnée concernant les demandes correspondantes</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

c. Règlement CMAP	Article 9
<b>Modalités de paiement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le paiement complet des provisions dans le délai fixé par le CMAP conditionne l'effectivité de la saisine du tribunal arbitral</li><li>•</li><li>• Une partie peut verser la part de provisions due par une autre partie défaillante ou y substituer un cautionnement bancaire</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Cette partie peut alors demander à la Commission d'arbitrage la révision de la provision en fonction de sa seule demande</li><li>–</li><li>– Si la Commission accepte, le tribunal arbitral saisi uniquement de la demande de la partie ayant payé la provision</li></ul></li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 9</b>
<b>Modalités de paiement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le paiement des éventuelles provisions complémentaires sont soumises à ces mêmes modalités de paiement</li><li>• La partie défaillante ne peut former une demande reconventionnelle qu'après avoir payé la provision à sa charge</li></ul>
<b>Quid en cas de non paiement ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le CMAP constate la caducité de la demande</li></ul>

#### 4. Paiement de la provision sur les frais de l'arbitrage

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 43</b>
<b>Répartition des sommes à consigner pour frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chaque partie paie la même somme</li></ul>
<b>Délai de paiement des sommes à consigner</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 30 jours à compter de la réception de la demande</li></ul>
<b>Quid en cas de non paiement ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal arbitral en informe les parties</li><li>• Si le non paiement persiste, possibilité pour le tribunal d'ordonner la suspension ou la clôture de la procédure</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 12, 13, 16</b>	
<p>Lors de la nomination ou la confirmation d'un arbitre, la Cour tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La nationalité de l'arbitre</li><li>- Le lieu de résidence de l'arbitre</li><li>- Tout lien de l'arbitre avec les pays dont les parties et les autres arbitres sont ressortissants</li><li>- La disponibilité et l'aptitude de l'arbitre à conduire l'arbitrage conformément au règlement</li></ul>		
<b>Confirmation d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de confirmation d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de résolution du différend par arbitre unique par accord des parties :<ul style="list-style-type: none"><li>- Si désignation d'un arbitre d'un commun accord par les parties</li></ul></li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

a. Règlement CCI	Articles 12, 13, 16	
<b>Confirmation d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de confirmation d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de résolution du différend par 3 arbitres par accord des parties :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Si désignation par le demandeur et le défendeur d'un arbitre chacun</li><li>– Si désignation d'un arbitre conjointement par plusieurs demandeurs et/ou d'un autre arbitre conjointement par plusieurs défendeurs</li><li>–</li><li>– Si désignation d'un arbitre par une partie intervenante conjointement avec le(s) demandeur(s) ou le(s) défendeur(s)</li></ul></li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 12, 13, 16</b>	
<b>Confirmation d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de confirmation d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Si par accord des parties le président du tribunal est désigné par elles</li> <li>-</li> <li>• En cas de résolution du différend par trois arbitres sans accord des parties (sur décision de la Cour)</li> <li>- Si par accord des parties le président du tribunal est désigné par elles</li> </ul>
	<b>Modalités de la confirmation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principale autorité compétente: le Secrétaire général</li> </ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

a. Règlement CCI	Articles 12, 13, 16	
<b>Confirmation d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de la confirmation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Confirmation du Secrétaire général à condition que:</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Absence de réserves concernant impartialité ou indépendance des personnes désignées dans la déclaration que celles-ci soumettent</li><li>– Ou que ces réserves ne donnent lieu à aucune contestation</li></ul></li><li>• Autre autorité compétente: la Cour</li><li>•</li><li>• Compétente lorsque le Secrétaire général estime que la désignation d'une personne ne doit pas être confirmée</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

a. Règlement CCI	Articles 12, 13, 16	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de résolution du différend par arbitre unique par accord des parties :<ul style="list-style-type: none"><li>– A défaut d'entente entre les parties</li></ul></li><li>• En cas de résolution du différend par arbitre unique sans accord des parties (sur décision de la Cour)</li><li>•</li><li>• En cas de résolution du différend par 3 arbitres par accord des parties</li><li>•</li><li>– Si une ou les parties ne désigne(nt) pas d'arbitre(s)</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

a. Règlement CCI	Articles 12, 13, 16	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le président du tribunal est nommé sauf accord contraire des parties</li></ul> <p><u>Remarque:</u> si absence d'entente entre les parties en cas d'accord contraire, nomination du président du tribunal.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- A défaut de désignation conjointe en cas de pluralité de parties ou d'une partie intervenante</li><li>•</li><li>• En cas de résolution du différend par 3 arbitres sans accord des parties (sur décision de la Cour)</li><li>•</li><li>- Si une ou les parties ne désigne(nt) pas d'arbitre(s)</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 12, 13, 16</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<p>– Le président du tribunal est nommé sauf accord contraire des parties</p> <p><u>Remarque:</u> si absence d'entente entre les parties en cas d'accord contraire, nomination du président du tribunal</p>
	<b>Modalités de la nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Autorité compétente: la Cour</li><li>•</li><li>• Nomme sur la base d'une proposition d'un comité national ou groupe de la CCI.</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 12, 13, 16</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de la nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour la Cour de nommer directement toute personne adéquate si:</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Une/des parties sont des Etats</li><li>–</li><li>– Il est approprié selon la Cour de nommer un arbitre d'un pays ne possédant pas de comité national ou groupe</li><li>–</li><li>– Le Président estime que cela est nécessaire et approprié en raison des circonstances</li></ul></li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 12, 13, 16</b>
<b>Remise du dossier au tribunal arbitral</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Par le Secrétariat</li><li>•</li><li>• Dès que le tribunal est constitué</li><li>•</li><li>• Sous réserve du versement de la provision</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 6, 9</b>	
<b>Confirmation et nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de confirmation et nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de désignation par chacune des parties d'un arbitre</li><li>•</li><li>• En cas de désignation d'un commun accord des parties d'un arbitre unique</li></ul>
	<b>Modalités de la confirmation et de la nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Effectuées par le Comité d'arbitrage après examen de la déclaration d'indépendance des personnes désignées</li><li>•</li><li>• Notifiées aux parties</li></ul>

**5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral**

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 6, 9</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas de pluralité d'arbitres                             <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nomination du président du tribunal</li> <li>–</li> <li>– Sauf désignation par les parties ou par les arbitres désignés</li> <li>– Si contestation relative à la désignation en cas de pluralité de parties, possibilité d'une nomination de tous les arbitres</li> </ul> </li> </ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 6, 9</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas d'arbitre unique<ul style="list-style-type: none"><li>– Nomination de l'arbitre unique</li><li>–</li><li>– Si contestation relative à la désignation en cas de pluralité de parties, nomination de l'arbitre unique possible</li><li>–</li></ul></li><li>• En toute hypothèse, nomination d'office d'un arbitre à défaut de désignation</li></ul>

**5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral**

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 6, 9</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de la nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectuée par le Comité d'arbitrage</li> <li>• En cas de pluralité d'arbitres                             <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nomination d'un arbitre d'une autre nationalité que celles des parties et des arbitres désignés</li> </ul> </li> <li>• En cas d'arbitre unique                             <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nomination d'un arbitre de nationalité différente de celles des parties</li> </ul> </li> </ul>
<b>Saisine du tribunal arbitral</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par le Secrétariat</li> <li>•</li> <li>• Des demandes pour lesquelles la provision a été versée</li> </ul>	

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 12, 14</b>	
<b>Confirmation et nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de confirmation d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de pluralité d'arbitres<ul style="list-style-type: none"><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Si proposition par chaque partie d'un arbitre</li><li>–</li><li>– Si proposition par les parties d'un président du tribunal</li></ul></li></ul></li><li>• En cas d'arbitre unique<ul style="list-style-type: none"><li>–</li><li>– Si proposition par les parties de l'arbitre</li></ul></li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 12, 14</b>	
<b>Confirmation et nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Cas de nomination d'arbitre(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de pluralité d'arbitre<ul style="list-style-type: none"><li>– Si absence de proposition par chaque partie d'un arbitre</li><li>–</li><li>– Si absence de proposition par les parties d'un président du tribunal</li></ul></li><li>• En cas d'arbitre unique<ul style="list-style-type: none"><li>– Si proposition par les parties de l'arbitre</li></ul></li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral (CENTRE ARBITRAL)

c. Règlement CMAP	Articles 12, 14	
<b>Confirmation et nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de confirmation et de nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Effectuées par la Commission d'arbitrage</li><li>•</li><li>• Si arbitrage international, arbitre unique ou président du tribunal arbitral de nationalité différente de celles des parties, sauf volonté contraire de celles-ci</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral (CENTRE ARBITRAL)

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 12, 14</b>
<b>Remise du dossier au tribunal arbitral</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Par le CMAP</li><li>• Après le versement complet des provisions</li><li>•</li><li>• Comprend la remise d'une copie des demandes des parties et des pièces justificatives déjà reçues</li><li>•</li><li>• Correspond à la saisine du tribunal</li></ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

d. Règlement CNUDCI	Articles 8, 9, 10	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Nomination par les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de pluralité d'arbitres<ul style="list-style-type: none"><li>– Chaque partie nomme un arbitre</li><li>– Si arbitrage multipartite, les demandeurs nomment conjointement un arbitre et inversement pour les défendeurs</li></ul></li></ul> <p><u>Remarques:</u> le troisième arbitre est choisi par les deux autres si nombre d'arbitres autre que 2 ou 3 arbitres nommés selon méthode convenues par les parties</p>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

d. Règlement CNUDCI	<b>Articles 8, 9, 10</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Nomination par les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas d'arbitre unique</li> <li>• – Si les parties s'entendent sur la nomination d'un arbitre</li> </ul>
	<b>Nomination par l'Autorité de nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas de pluralité d'arbitres</li> <li>• – A défaut de nomination d'arbitre par une/les parties, à la demande de la partie diligente</li> <li>– A défaut de choix du 3<sup>ème</sup> arbitre par les deux autres arbitres</li> <li>– A défaut de constitution du tribunal arbitral conformément au règlement, à la demande d'une partie</li> </ul>

**5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 8, 9, 10</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Nomination par l'Autorité de nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas d'arbitre unique</li> <li>• – A défaut d'entente entre les parties sur la nomination de l'arbitre</li> </ul>
	<b>Modalités de nomination par l'Autorité de nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En cas d'arbitre unique</li> <li>• – Nomination aussi rapidement que possible</li> <li>– Conformément au système des listes:</li> <li>–</li> <li>1) Envoi à chaque partie la même liste avec au moins 3 noms</li> </ul>

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 8, 9, 10</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de nomination par l'Autorité de nomination</b>	2) Chaque partie peut renvoyer à l'Autorité de nomination la liste complétée de leur choix  3) L'Autorité de nomination nomme l'arbitre selon le choix des parties  4) Nomination de l'arbitre laissée à l'appréciation de l'Autorité de nomination si impossibilité d'appliquer cette procédure  – A défaut d'accord contraire des parties ou de décision contraire de l'Autorité de nomination

## 5. Confirmation et/ou nomination du/des arbitre(s) – Remise du dossier au tribunal arbitral

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 8, 9, 10</b>	
<b>Nomination d'arbitre(s)</b>	<b>Modalités de nomination par l'Autorité de nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Si désaccord entre les deux arbitres nommés sur le choix du 3<sup>ème</sup> arbitre</li></ul> <p>Idem</p>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

a. Règlement CCI	Article 11	
<p><b>Avant la nomination ou la confirmation de l'arbitre: déclaration d'acceptation, de disponibilité, d'impartialité et d'indépendance</b></p>	<p><b>Acceptation et disponibilité</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engagement de l'arbitre d'accomplir sa mission jusqu'à son terme conformément au règlement</li> </ul>
	<p><b>Impartialité et indépendance</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'arbitre informe par écrit le Secrétariat:               <ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> <li>– Des faits ou circonstances pouvant être de nature à mettre en cause son indépendance</li> <li>–</li> <li>– Des circonstances susceptibles de faire naître des doutes raisonnables sur son impartialité</li> </ul> </li> <li>• Communication de ces informations par le Secrétariat aux parties</li> <li>•</li> <li>• Fixation d'un délai pour la présentation d'observations éventuelles par les parties</li> </ul>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 11</b>	
<p><b>Après l'acceptation de la mission d'arbitre: obligation de transparence quant aux faits ou circonstances susceptibles de compromettre l'impartialité et l'indépendance de l'arbitre</b></p>	<p><b>Impartialité et indépendance</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'arbitre informe immédiatement par écrit le Secrétariat et les parties :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Des faits ou circonstances pouvant être de nature à mettre en cause son indépendance</li><li>–</li><li>– Des circonstances susceptibles de faire naître des doutes raisonnables sur son impartialité</li></ul></li></ul>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 5</b>
<b>Acceptation de la mission d'arbitre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Acceptation entraîne l'engagement de l'arbitre d'exécuter sa mission conformément au règlement et avec diligence</li></ul>
<b>Déclaration d'indépendance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Remise au Comité d'arbitrage</li><li>•</li><li>• Fait part de toute circonstance susceptible d'être de nature à compromettre l'indépendance de l'arbitre</li><li>•</li><li>• Communication de ces informations par le Comité d'arbitrage aux parties</li><li>•</li><li>• Présentation d'observations éventuelles par les parties avant la décision du Comité d'arbitrage de nommer ou non la personne comme arbitre</li></ul>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

c. Règlement CMAP	Article 13
<b>Obligation de révélation avant l'acceptation de la mission d'arbitre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Auprès de la Commission d'arbitrage</li><li>• Révélation de toute circonstance susceptible de compromettre l'indépendance ou l'impartialité de l'arbitre</li><li>• Recueil de l'avis des parties avant décision de la Commission d'arbitrage de confirmer ou non la personne comme arbitre</li></ul>
<b>Obligation de révélation après l'acceptation de la mission d'arbitre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Auprès de la Commission d'arbitrage</li><li>• Révélation immédiate toute circonstance susceptible de compromettre l'indépendance ou l'impartialité de l'arbitre susceptible de naître après l'acceptation de la mission</li><li>• Recueil de l'avis des parties avant décision de la Commission d'arbitrage de maintenir ou non la personne comme arbitre</li></ul>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 5</b>
<b>Obligation de disponibilité, de loyauté et de célérité</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Engagement des arbitres à être disponibles pendant toute la procédure et à agir avec loyauté et célérité</li></ul>

## 6. Acceptation de la mission d'arbitre – Déclaration de révélation

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 11</b>
<b>Avant la nomination de l'arbitre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Obligation de signaler toute circonstance de nature à faire naître des doutes légitime sur son impartialité ou son indépendance</li></ul>
<b>Après la nomination de l'arbitre</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Obligation de l'arbitre de signaler dans un bref délai toute circonstance de nature à faire naître des doutes légitime sur son impartialité ou son indépendance</li><li>•</li><li>• Signalement aux parties et aux arbitres</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV</b>	
<b>Acte de mission: préciser la mission de l'arbitre</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Signature par les parties et le tribunal</li><li>•</li><li>• Dans les 30 jours suivant la remise du dossier par le Secrétariat au tribunal</li><li>•</li><li>• Prolongation possible de ce délai par la Cour</li><li>•</li><li>• Communication de l'acte signé à la Cour</li><li>•</li><li>• En cas de partie(s) non diligente(s), procédure d'approbation par la Cour</li><li>•</li><li>• Acte établi sur pièces ou en présence des parties</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

a. Règlement CCI	Articles, 23, 24, Appendice IV	
<b>Acte de mission: préciser la mission de l'arbitre</b>	<b>Éléments (notamment)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nom et dénominations, qualités, adresse et autres coordonnées des parties</li><li>• Nom et dénominations, qualités, adresse et autres coordonnées de toute personne représentant une partie dans l'arbitrage</li><li>• Adresses pour notifications ou communications au cours de l'arbitrage</li><li>• Prétentions des parties et décisions sollicitées</li><li>• Montants réclamés des demandes quantifiées Si possible, estimation de la valeur pécuniaire de toute autre demande</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV</b>	
<b>Acte de mission: préciser la mission de l'arbitre</b>	<b>Éléments (notamment)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Liste de points litigieux à résoudre Sauf si jugé inopportun par le tribunal</li><li>•</li><li>• Nom et dénominations, adresse et autres coordonnées de chaque arbitre</li><li>•</li><li>• Lieu de l'arbitrage</li><li>•</li><li>• Indications quant aux règles applicables à la procédure</li><li>•</li><li>• Le cas échéant, mention des pouvoirs du tribunal de statuer en amiable compositeur ou de décider <i>ex æquo et bono</i></li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV-techniques de gestion de la procédure</b>	
<b>Acte de mission: préciser la mission de l'arbitre</b>	<b>Effets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La procédure arbitrale suit son cours</li> <li>•</li> <li>• Impossibilité pour les parties de former de nouvelles demandes hors des limites de l'acte de mission</li> <li>•</li> </ul> <p>Sauf autorisation du tribunal arbitral, tenant compte:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De la nature de ces nouvelles demandes</li> <li>- De l'état d'avancement de la procédure</li> <li>- De toute autre circonstance pertinente</li> </ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV-techniques de gestion de la procédure</b>	
<b>Conférence sur la gestion de procédure obligatoire</b>	<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de l'établissement de l'acte de mission</li><li>•</li><li>• Ou dès que possible après l'établissement de l'acte de mission</li></ul>
	<b>But ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Consultation des parties sur les mesures procédurales susceptibles d'être adoptées sans leur accord <u>Ex:</u> mesure comprenant une technique de gestion de la procédure issue de l'Appendice IV</li><li>• Fixation du calendrier de la procédure Calendrier communiqué à la Cour et aux parties</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV-techniques de gestion de la procédure</b>	
<b>Conférence sur la gestion de procédure <u>obligatoire</u></b>	<b>Organisation ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réunion en la présence physique des intéressés, par visioconférence, par téléphone ou par d'autres moyens de communication similaires</li><li>•</li><li>• Choix par les parties de l'organisation de la conférence A défaut, détermination par le tribunal</li><li>• Possibilité pour le tribunal de demander aux parties:<ul style="list-style-type: none"><li>•</li><li>– Des propositions sur la gestion de la procédure</li><li>– Leur participation en personne à la conférence ou leur représentation par un mandataire interne</li></ul></li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles, 23, 24, Appendice IV-techniques de gestion de la procédure</b>	
<b>Conférences sur la gestion de procédure facultatives</b>	<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tout au long de la procédure d'arbitrage</li></ul>
	<b>But ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Consultation des parties sur d'autres mesures procédurales susceptibles d'être adoptées sans leur accord</li><li>•</li><li>• Modification du calendrier de la procédure</li></ul>
	<b>Organisation ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Idem que celle de la conférence obligatoire sur la gestion de procédure</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 12§1</b>	
<p><b>Absence d'acte de mission et de conférence sur la gestion de procédure:</b></p> <p><b>Etablissement d'un <u>Procès Verbal</u> constatant la mission et organisant la procédure</b></p>	<p><b>Quand ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Transmission d'une copie signée par les parties au Comité d'arbitrage dans les 2 mois suivants la saisine du tribunal par le Secrétariat des demandes pour lesquelles la provision a été versée</li><li>•</li><li>• Prorogation possible du délai</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 12§1</b>	
<p><b>Absence d'acte de mission et de conférence sur la gestion de procédure:</b></p> <p><b>Etablissement d'un <u>Procès Verbal</u> constatant la mission et organisant la procédure</b></p>	<p><b>But ?</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Constate sa constitution</li><li>–</li><li>– Constate l'étendue de sa saisine</li><li>–</li><li>– Note les réserves ou contestations des parties</li><li>–</li><li>– Prend les mesures nécessaires pour déterminer la procédure applicable</li><li>–</li><li>– Établit un calendrier de la procédure</li></ul></li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 18</b>	
<b>Absence d'acte de mission</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Communication du CMAP à chaque membre du tribunal :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– d'une copie des demandes des parties</li><li>– des pièces justificatives déjà reçues</li></ul></li></ul>	
<b>Absence de conférence sur la gestion de procédure:</b>  <b>Etablissement d'un acte organisant la procédure</b>	<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Communication par le tribunal au CMAP dans les 8 jours à compter de sa signature et de celles des parties</li></ul>
	<b>But ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Organisation de la procédure par le tribunal sous la forme appropriée selon lui</li><li>•</li><li>• Prise en compte par le tribunal de la nature de l'affaire et des dispositions prévues par les parties</li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 17</b>
<b>Absence d'acte de mission</b>	
<b>Absence de conférence sur la gestion de procédure</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Obligation du tribunal de conduire la procédure de façon à :<ul style="list-style-type: none"><li>– Éviter les retards et dépenses inutiles</li><li>–</li><li>– Assurer un règlement équitable et efficace du litige entre les parties</li></ul></li></ul>

## 7. Conclusion de l'acte de mission – Conférence sur la gestion de procédure

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 17</b>
<b>Absence de conférence sur la gestion de procédure</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fixation par le tribunal du calendrier de la procédure :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Dès que possible après sa constitution</li><li>–</li><li>– Après avoir invité les parties à exprimer leurs vues</li><li>–</li><li>– Possibilité à tout moment pour le tribunal de proroger ou abréger tout délai prescrit par le règlement ou dont les parties sont convenues</li></ul></li></ul>

## 8. **Ecritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Appendices II (règlement intérieur de la CIA), IV (exemples de techniques de gestion de procédure), Articles 3, 25</b>
<b>Réplique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal et les parties peuvent décider de limiter la longueur et la portée des écritures</li><li>•</li><li>• Mémoires doivent être fournis en autant d'exemplaires qu'il y a de parties + un un pour chaque arbitre et un pour le Secrétariat</li><li>• Les chercheurs effectuant des travaux académiques ne peuvent être autorisés à prendre connaissance des mémoires</li></ul>

## 8. **Écritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Appendices II (règlement intérieur de la CIA), IV (exemples de techniques de gestion de procédure), Articles 3, 25</b>
<b>Preuves</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le tribunal et les parties peuvent décider :       <ul style="list-style-type: none"> <li>– D'exiger la production avec les écritures des parties des documents sur lesquels celles-ci s'appuient</li> <li>–</li> <li>– D'éviter si possible les demandes de production de documents</li> <li>–</li> <li>– De fixer des délais raisonnables pour la production de documents</li> <li>–</li> <li>– D'utiliser un formulaire pour la production de documents</li> </ul> </li> <li>• A tout moment de la procédure, possibilité pour le tribunal de demander aux parties la production d'éléments de preuve supplémentaires</li> </ul>

## 8. **Ecritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>b. Règlement AFA</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 8. **Ecritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>c. Règlement CMAP</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 8. **Ecritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 20, 27</b>	
<b>Mémoire en demande</b>	<b>Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par écrit</li> <li>•</li> <li>• Au défendeur et à chacun des arbitres</li> </ul>
	<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le délai fixé par le tribunal arbitral</li> </ul>
	<b>Éléments du mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Noms et coordonnées des parties</li> <li>•</li> <li>• Exposé des faits à l'appui de la demande</li> <li>•</li> <li>• Points litigieux</li> <li>•</li> <li>• Objet de la demande</li> <li>•</li> <li>• Moyens ou arguments de droit à l'appui de la demande</li> </ul>

## 8. Ecritures: réplique avec présentation des preuves

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 20, 27</b>	
<b>Mémoire en demande</b>	<b>Éléments accompagnant le mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Copie de tout contrat ou autre instrument juridique duquel est né le litige ou auquel il se rapporte</li><li>•</li><li>• Copie de la convention d'arbitrage</li><li>•</li><li>• Si possible, <b>toute pièce et autre preuve</b> invoquée par le demandeur (le mémoire peut aussi simplement s'y référer)</li></ul>
	<b>Notification d'arbitrage comme mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Si la notification contient et est accompagnée de l'ensemble des éléments exigés pour le mémoire</li></ul>

## 8. Ecritures: réplique avec présentation des preuves

d. Règlement CNUDCI	Articles 20, 27	
Preuves	Obligation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chaque partie <b>doit prouver</b> les faits sur lesquels elle fonde ses chefs de demande ou ses moyens de défense</li></ul>
	Appréciation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal est juge de la recevabilité, la pertinence et la force des preuves présentées</li></ul>
	Preuves complémentaires	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal peut en demander la production aux parties</li><li>•</li><li>• À tout moment de la procédure</li><li>•</li><li>• En fixant un délai</li></ul>

## 8. **Ecritures: réplique avec présentation des preuves**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 20, 27</b>	
<b>Preuves</b>	<b>Témoignages</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les parties peuvent présenter toute personne comme témoin ou expert agissant en qualité de témoin</li><li>•</li><li>• Témoin ou expert agissant en qualité de témoin dépose devant le tribunal sur toute question de fait ou d'expertise Même s'il est partie à l'arbitrage ou a un lien avec une partie</li><li>• Les déclarations des témoins et experts agissant en qualité de témoins peuvent prendre la forme d'un écrit signé Sauf décision contraire du tribunal</li></ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Appendices II (règlement intérieur de la CIA), IV (exemples de techniques de gestion de procédure), Articles 3, 25</b>
<b>Duplique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal et les parties peuvent décider de limiter la longueur et la portée des écritures</li><li>•</li><li>• Mémoires doivent être fournis en autant d'exemplaires qu'il y a de parties + un un pour chaque arbitre et un pour le Secrétariat</li><li>• Les chercheurs effectuant des travaux académiques ne peuvent être autorisés à prendre connaissance des mémoires</li></ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Appendices II (règlement intérieur de la CIA), IV (exemples de techniques de gestion de procédure), Articles 3, 25</b>
<b>Preuves</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal et les parties peuvent décider :<ul style="list-style-type: none"><li>– D'exiger la production avec les écritures des parties des documents sur lesquels celles-ci s'appuient</li><li>–</li><li>– D'éviter si possible les demandes de production de documents</li><li>–</li><li>– De fixer des délais raisonnables pour la production de documents</li><li>– D'utiliser un formulaire pour la production de documents</li></ul></li><li>• A tout moment de la procédure, possibilité pour le tribunal de demander aux parties la production d'éléments de preuve supplémentaires</li></ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>b. Règlement AFA</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>c. Règlement CMAP</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 9. Ecritures: duplique avec présentation des preuves

d. Règlement CNUDCI	Articles 21, 27	
Mémoire en défense	<b>Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par écrit</li> <li>• Au demandeur et à chacun des arbitres</li> </ul>
	<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le délai fixé par le tribunal arbitral</li> </ul>
	<b>Eléments du mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mémoire répond aux éléments mentionnés dans le mémoire en demande (voir Point 8, « Ecritures: réplique avec présentation des preuves », sous règlement CNUDCI)</li> </ul>
	<b>Eléments accompagnant le mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si possible, <b>toute pièce et autre preuve</b> invoquée par le demandeur (le mémoire peut aussi simplement s'y référer)</li> </ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 21, 27</b>	
<b>Mémoire en défense</b>	<b>Réponse à la notification d'arbitrage comme mémoire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Si la réponse contient et est accompagnée de l'ensemble des éléments exigés pour le mémoire</li></ul>

## 9. Ecritures: duplique avec présentation des preuves

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 21, 27</b>	
<b>Mémoire en défense</b>	<b>Possibilité de former une demande reconventionnelle ou une demande en compensation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• À condition que le tribunal ait compétence pour en connaître</li><li>•</li><li>• Demande doit contenir et être accompagnée de l'ensemble des éléments exigés pour un mémoire en demande (voir Point 8, « Ecritures: réplique avec présentation des preuves », sous règlement CNUDCI)</li><li>•</li></ul> <p>Vaut aussi pour tout chef de demande formulé contre une partie à la convention d'arbitrage autre que le demandeur</p>

## 9. Ecritures: duplique avec présentation des preuves

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 21, 27</b>	
<b>Preuves</b>	<b>Obligation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chaque partie <b>doit prouver</b> les faits sur lesquels elle fonde ses chefs de demande ou ses moyens de défense</li></ul>
	<b>Appréciation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal est juge de la recevabilité, la pertinence et la force des preuves présentées</li></ul>
	<b>Preuves complémentaires</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal peut en demander la production aux parties</li><li>•</li><li>• À tout moment de la procédure</li><li>•</li><li>• En fixant un délai</li></ul>

## 9. **Ecritures: duplique avec présentation des preuves**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 21, 27</b>	
<b>Preuves</b>	<b>Témoignages</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les parties peuvent présenter toute personne comme témoin ou expert agissant en qualité de témoin</li><li>•</li><li>• Témoin ou expert agissant en qualité de témoin dépose devant le tribunal sur toute question de fait ou d'expertise Même s'il est partie à l'arbitrage ou a un lien avec une partie</li><li>• Les déclarations des témoins et experts agissant en qualité de témoins peuvent prendre la forme d'un écrit signé Sauf décision contraire du tribunal</li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 25</b>
<b>Convocation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de convoquer des témoins, experts commis par les parties ou toute autre personne</li><li>•</li><li>• Le tribunal peut décider de les entendre:<ul style="list-style-type: none"><li>– En présence des parties</li><li>– En l'absence des parties à condition que celles-ci aient été dûment convoquées</li></ul></li><li>•</li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 25</b>
<b>Nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de :<ul style="list-style-type: none"><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– nommer un ou plusieurs experts</li><li>– Définir leurs missions</li><li>– Recevoir leurs rapports</li></ul></li><li>•</li><li>• Obligation de consultation préalable des parties</li><li>•</li><li>• Si une partie le demande, obligation de donner la possibilité aux parties d'interroger tout expert nommé lors d'une audience</li></ul></li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 14</b>
<b>Mesures d'instruction</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal d'ordonner toute mesure d'instruction :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Obligation de fixer les conditions et délais d'une telle mesure</li><li>⇒ Obligation d'informer le Comité d'arbitrage de la mesure sur la base du coût estimé de celle-ci pour la fixation d'une provision complémentaire</li></ul></li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>⇒ L'exécution de toute mesure d'instruction est subordonnée au versement des provisions correspondantes</li><li>⇒</li><li>⇒ Possibilité de demander au Comité d'arbitrage une prorogation du délai d'arbitrage du fait de l'exécution de la mesure d'instruction</li></ul></li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 20</b>
Possibilité pour le tribunal d'ordonner toute mesure d'instruction à la demande d'une partie ou d'office	
<b>Convocation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de convoquer des témoins, experts commis par les parties ou toute autre personne</li></ul>
<b>Nomination</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de :<ul style="list-style-type: none"><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– nommer un ou plusieurs experts</li><li>– Définir leur mission (déroulement contradictoire)</li><li>– Recevoir leur rapport</li></ul></li></ul></li><li>• Soumission au tribunal de toute difficulté dans le déroulement de l'expertise non réglée par l'expert et les parties ⇒ Prorogation possible du délai d'arbitrage</li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 28, 29</b>
<b>Convocation des témoins et experts agissant en qualité de témoins</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les témoins et experts agissant en qualité de témoins peuvent être entendus selon les conditions et interrogés de la manière fixées par le tribunal</li></ul>
<b>Nomination d'experts</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de nommer un ou plusieurs experts indépendants</li><li>•</li><li>• Consultation préalable des parties obligatoire</li></ul>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 28, 29</b>
<b>Nomination d'experts</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chaque expert est chargé de soumettre au tribunal :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Avant d'accepter sa nomination, une description de ses titres et une déclaration d'impartialité et d'indépendance</li><li>– Transmission également aux parties</li></ul></li></ul> <p>Possibilité pour les parties de formuler des objections auprès du tribunal à propos de cette description et de cette déclaration. Tribunal accepte ou non ces objections rapidement.</p> <p><u>Remarque</u>: après la nomination de l'expert, les parties peuvent toujours formuler des objections mais seulement pour des motifs dont elles ont eu connaissance après la nomination</p>

**10. Convocation / nomination des témoins et experts**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 28, 29</b>
<b>Nomination d'experts</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Un rapport écrit sur les points précisés par celui-ci</li><li>•</li><li>• A la demande d'une partie, convocation possible de l'expert à une audience à laquelle les parties peuvent l'interroger</li></ul>

## 11.

## Audience(s)

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 25, 26</b>
<b>Tenue de(s) audience(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour le tribunal de décider de statuer seulement sur pièces, sauf si l'une des parties demande une audience</li><li>•</li><li>• Le tribunal cite les parties à comparaître devant lui au jour et lieu qu'il fixe</li><li>•</li><li>• Si absence d'une partie malgré une convocation régulière sans excuse valable, possibilité pour le tribunal de tenir néanmoins l'audience</li></ul>

11.

**Audience(s)**

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 25, 26</b>
<b>Déroulement de(s) audience(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Déroulement fixé par le tribunal</li><li>•</li><li>• Toutes les parties sont en droit d'être présentes</li><li>•</li><li>• Audience(s) inaccessibles pour les personnes étrangères à la procédure, sauf accord entre le tribunal et les parties</li><li>•</li><li>• Les parties comparaissent en personne ou par représentants dûment habilités</li><li>•</li><li>• Les parties peuvent être assistées de conseils</li></ul>

**11.****Audience(s)**

<b>b. Règlement AFA</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

11.

**Audience(s)**

<b>c. Règlement CMAP</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 11.

## Audience(s)

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 28</b>
<b>Tenue de(s) audience(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal notifie aux parties suffisamment à l'avance la date, l'heure et le lieu de l'audience</li></ul>
<b>Déroulement de(s) audience(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les témoins et experts agissant en qualité de témoins :<ul style="list-style-type: none"><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– peuvent être entendus selon les conditions et interrogés de la manière fixées par le tribunal</li><li>–</li><li>– Peuvent être priés par le tribunal de se retirer pendant la déposition des autres témoins Mais si parties à l'arbitrage, alors pas le cas en principe</li><li>–</li><li>– Peuvent être interrogés par des moyens de télécommunication (ex: visioconférence) sur décision du tribunal</li></ul></li><li>•</li></ul></li><li>• Audience(s) à huis clos sauf convention contraire des parties</li></ul>

## 12.

## Clôture des débats

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 27</b>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal prononce la clôture des débats relativement aux questions à trancher dans la sentence</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dès que possible après la dernière audience relative aux questions à résoudre dans une sentence</li><li>•</li></ul> <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Dès que possible après la présentation des dernières écritures autorisées concernant ces questions si cette présentation est postérieure à la dernière audience</li></ul>

## 12.

## Clôture des débats

a. Règlement CCI	Article 27
<b>Effets</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Principe</u></b></li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Impossibilité de présenter des arguments ou écritures relativement aux questions à trancher dans la sentence</li><li>–</li><li>– Impossibilité de produire des preuves supplémentaires relativement aux questions à trancher dans la sentence</li></ul></li><li>•</li><li>• <b><u>Exception</u></b></li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Sauf à la demande du tribunal</li><li>– Ou avec l'autorisation du tribunal</li></ul></li></ul>

12.

**Clôture des débats**

<b>b. Règlement AFA</b>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>Aucune précision à ce sujet</li></ul>

## 12.

## Clôture des débats

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 22</b>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal prononce la clôture des débats et met l'affaire en délibéré</li><li>•</li><li>• Avec indication de la date à laquelle, sauf incident, la sentence sera transmise à la Commission d'arbitrage</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lorsque le tribunal s'estime suffisamment informé</li></ul>

## 12.

## Clôture des débats

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 31</b>
<b>Modalités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal <u>peut</u> déclarer la clôture des débats</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lorsque les parties, à la demande du tribunal, déclarent qu'elles n'ont plus aucune preuve à présenter, aucun témoin à produire ni aucune déclaration à faire</li></ul>
<b>Réouverture des débats</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Par décision du tribunal de sa propre initiative ou à la demande d'une partie</li><li>•</li><li>• À tout moment avant le prononcé de la sentence</li><li>•</li><li>• Si le tribunal l'estime nécessaire en raison des circonstances exceptionnelles</li></ul>

## 13. Sentence

- **13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre**
  
- **13.2 Notification de la sentence aux parties**

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Délai de reddition</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 6 mois à compter du jour:</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– De l'apposition de la dernière signature sur l'acte de mission</li><li>– De la notification au tribunal de l'approbation de l'acte de mission par la Cour en cas de partie(s) non diligente(s)</li></ul></li></ul> <p><u>Remarque:</u> Fixation possible par la Cour d'un calendrier différent selon le calendrier de la procédure</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité de prolongation du délai par la Cour</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sentence rendue à la majorité si pluralité d'arbitres</li><li>•</li><li>• A défaut de majorité, le président du tribunal statue seul</li><li>•</li><li>• Obligation de motivation</li><li>•</li><li>• Lieu de reddition: au siège de l'arbitrage</li><li>•</li><li>• Date de reddition: celle que la sentence mentionne</li><li>•</li><li>• « Sentence d'accord parties » à la demande des parties et avec accord du tribunal en cas d'accord amiable</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais fixés par la Cour<ul style="list-style-type: none"><li>– Quels frais ?</li></ul></li></ul> <p>Honoraires et frais des arbitres Frais administratifs de la CCI</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– Quelles modalités de fixation ?</li></ul> <p>Tableaux de calcul en vigueur au moment de l'introduction de l'arbitrage, ou à la discrétion de la Cour si montant en litige non déclaré</p>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<p><u>Remarque:</u> le montant des honoraires peut être différent de celui issu du tableau de calcul en raison de circonstances exceptionnelles</p> <p>– Quelles modalités de fixation ?</p> <p>A la discrétion de la Cour si:</p> <p>Toutes les demandes sont retirées, ou si La procédure se termine avant la reddition d'une sentence finale</p>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais fixés par le tribunal arbitral<ul style="list-style-type: none"><li>– Quels frais ?</li></ul></li><li>Honoraires et frais des experts</li><li>Frais raisonnables exposés par les parties pour leur défense</li><li>– Quelles modalités de fixation ?</li><li>Possibilité pour le tribunal de prendre en compte les circonstances pertinentes selon lui</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: répartition des frais entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal peut décider que le paiement des frais:<ul style="list-style-type: none"><li>– Incombe à une seule des parties</li><li>– Est partagé entre les parties</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Articles 31, 32, 33, 34, 38 – Appendice III (Articles 2 et 3)</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Examen préalable de la sentence par la Cour</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Examen préalable = avant signature de la sentence par le tribunal</li><li>•</li><li>• Concernant la FORME:<ul style="list-style-type: none"><li>•</li><li>– Possibilité pour la Cour de prescrire des modifications de forme</li><li>– Approbation obligatoire de la sentence en la forme par la Cour</li><li>–</li></ul></li><li>• Concernant le FOND:<ul style="list-style-type: none"><li>•</li><li>– Possibilité pour la Cour d'attirer l'attention du tribunal sur les points relatifs au fond, en respectant la liberté de décision du tribunal</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Délai de reddition</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 6 mois à compter du procès verbal constatant la saisine du tribunal</li><li>• Possibilité de prolongation du délai par le Comité d'arbitrage:<ul style="list-style-type: none"><li>– À la demande du tribunal</li><li>– À la demande conjointe des parties</li></ul></li></ul>
	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sentence rendue à la majorité si pluralité d'arbitres</li><li>• En matière internationale, à défaut de majorité, le président du tribunal statue seul</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sentence rendue en dernier ressort sauf convention contraire des parties</li><li>•</li><li>• Confidentialité de la sentence</li><li>•</li><li>• Sentence datée, paraphée et signée</li><li>•</li><li>• Pluralité d'arbitres:<ul style="list-style-type: none"><li>– si refus d'un arbitre de signer , sentence réputée signée par tous les arbitres.</li><li>– En matière internationale, sentence peut être signée par le président seul si absence de majorité</li></ul></li><li>•</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais fixés par le Comité d'arbitrage</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Quels frais ?</li><li>– Frais d'administration de l'AFA Honoraires des arbitres</li><li>– Quelles modalités de fixation ?</li></ul></li></ul> <p>Barème en vigueur.</p> <p><u>Remarque:</u> le montant des honoraires peut être différent de celui issu du barème en raison de circonstances exceptionnelles</p>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<p><u>Remarque:</u> Fixation du montant des honoraires dans la limite des provisions d'arbitrage</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Frais fixés par le tribunal arbitral<ul style="list-style-type: none"><li>– Frais des mesures d'instruction éventuelles</li><li>– Y compris honoraires des experts</li><li>– Frais de fonctionnement du Tribunal</li><li>– A la demande des parties, frais raisonnablement exposés par celles-ci pour leur défense</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Concernant l'ensemble des frais: fixation à la discrétion de la Cour si:  La procédure se termine avant la reddition d'une sentence finale, ou si Sentence rendue par accord entre les parties</li></ul>
	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: répartition des frais entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal peut décider que le paiement des frais:<ul style="list-style-type: none"><li>– Incombe à une seule des parties</li><li>– Est partagé entre les parties</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Articles 9, 16, 17, 18, Annexe concernant les frais d'arbitrage</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Examen préalable de la sentence par le Comité d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Examen préalable = avant signature de la sentence par le tribunal</li><li>•</li><li>• Modalités de l'examen préalable:<ul style="list-style-type: none"><li>- Relecture de la sentence par le Comité d'arbitrage</li><li>- Toute observation de forme nécessaire selon le Comité d'arbitrage</li></ul></li></ul>

**13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre**

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 23, 24</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Délai de reddition</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Délai le plus bref dans une période maximale de 6 mois à compter de la saisine du tribunal par le CMAP</li><li>• Possibilité de prolongation du délai:<ul style="list-style-type: none"><li>– Par accord des parties</li><li>– Par la Commission d'arbitrage saisie par le tribunal (agissant d'office ou sur demande d'une des parties)</li></ul></li></ul>
	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sentence rendue à la majorité si pluralité d'arbitres</li><li>• À défaut de majorité, le président du tribunal statue seul</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 23, 24</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Obligation de motivation</li><li>•</li><li>• Sentence datée et signée par les arbitres</li><li>•</li><li>• Sentence remise à la Commission d'arbitrage en autant d'originaux que de parties + un original pour le CMAP</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 23, 24</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais et honoraires d'arbitrage intégralement fixés par la Commission d'arbitrage</li></ul>
	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: répartition des frais entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal peut décider que le paiement des frais:<ul style="list-style-type: none"><li>– Incombe à une seule des parties</li><li>– Est partagé entre les parties</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Articles 23, 24</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Examen préalable de la sentence par la Commission d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Examen préalable = avant signature de la sentence par le tribunal</li><li>• Modalités de l'examen préalable:<ul style="list-style-type: none"><li>•</li><li>– Possibilité pour la Commission de faire toute observation utile</li><li>–</li><li>– Obligation pour la Commission d'indiquer le montant des frais et honoraires d'arbitrage</li><li>– Obligation pour la Commission d'indiquer le montant des provisions versées</li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Sentence rendue à la majorité si pluralité d'arbitres</li><li>•</li><li>• En matière procédurale, à défaut de majorité ou en cas d'autorisation du tribunal, le président du tribunal peut statuer seul</li><li>•</li><li>• Sentence écrite, signée, datée et comportant le lieu de l'arbitrage</li><li>•</li><li>• Obligation de motivation sauf convention contraire des parties</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Modalités d'établissement</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Possibilité pour la sentence d'être rendue publique :<ul style="list-style-type: none"><li>– Avec le consentement des parties</li><li>– Lorsque divulgation requise à cause d'une obligation légale d'une partie</li></ul></li></ul>
	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais de déplacement et autres dépenses des témoins</li><li>•</li><li>• Frais d'expertise et de toute autre aide demandée par le tribunal</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Frais de représentation et autres frais assumés par les parties</li><li>•</li><li>• Le cas échéant, honoraires et frais de l'autorité de nomination et du Secrétaire général de la CPA</li><li>•</li><li>• <b>SURTOUT:</b> honoraires, frais de déplacement et autres dépenses des arbitres<ul style="list-style-type: none"><li>–</li><li>– Leur montant doit être raisonnable compte tenu:<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Du montant en litige,</li><li>➤ De la complexité de l'affaire,</li></ul></li></ul></li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Du temps consacré par les arbitres,</li><li>➤ De toute autre circonstance pertinente</li><li>–</li><li>– S'il existe une autorité de nomination qui applique un barème ou une méthode particulière de fixation des honoraires des arbitres, le tribunal arbitral en tient compte s'il le juge approprié</li><li>–</li><li>– Le tribunal arbitral informe les parties de la manière dont il propose de déterminer ses honoraires et ses dépenses</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: liquidation des frais de l'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- L'autorité de nomination peut y apporter les modifications nécessaires sur demande d'une partie</li><li>-</li><li>- Toute partie peut également demander à l'autorité de nomination l'examen de la note d'honoraires et de dépense du tribunal</li><li>-</li><li>- L'autorité de nomination peut y apporter les modifications nécessaire si elle estime que la note n'est pas conforme à la proposition initiale du tribunal ou est excessive</li></ul>

### 13.1 Reddition de la sentence incluant la décision sur les frais de l'arbitrage – Soumission du projet de sentence au centre

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 34, 40, 41, 42</b>	
<b>Reddition de la sentence</b>	<b>Décision sur les frais de l'arbitrage: répartition des frais entre les parties</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Principe: frais à la charge de la partie qui succombe</li><li>•</li><li>• Mais possible de répartir les frais entre les parties</li></ul>

## 13.2 Notification de la sentence aux parties

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 35</b>
<b>Par qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Secrétariat</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Après le règlement intégral des frais d'arbitrage à la CCI par les parties (ou l'une d'entre elles)</li></ul>
<b>Effets</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renoncement des parties à tout autre dépôt ou notification à la charge du tribunal arbitral</li></ul>

## 13.2 Notification de la sentence aux parties

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 18</b>
<b>Par qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le Secrétariat</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Immédiatement après remise par le tribunal de la sentence datée, paraphée et signée au Secrétariat</li></ul>
<b>Modalités de la notification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Notification par pli recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'en vérifier la réception</li><li>• </li><li>• Notification valable si faite à l'adresse de la partie figurant dans la procédure</li></ul>

## 13.2 Notification de la sentence aux parties

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 27</b>
<b>Par qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le CMAP</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Après paiement intégral des frais et honoraires définitifs de l'arbitrage</li></ul>
<b>Modalités de la notification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Notification aux parties ou à leur représentant</li><li>•</li><li>• Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception</li></ul>

## 13.2 Notification de la sentence aux parties

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Article 34</b>
<b>Par qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le tribunal arbitral</li></ul>
<b>Modalités de la notification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Notification d'une copie de la sentence signée par les arbitres</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 36</b>
<b>De qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• D'une partie</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 30 jours suivants la réception de la sentence</li></ul>
<b>A qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au Secrétariat</li><li>•</li><li>• En autant d'exemplaires que de parties + un pour chaque arbitre et un pour le Secrétariat</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

a. Règlement CCI	Article 36
Objet de la demande	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rectification de :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Toute erreur matérielle, de calcul ou typographique contenue dans la sentence</li><li>– Toute erreur de même nature contenue dans la sentence</li></ul></li></ul> <p><u>Remarque:</u> possibilité pour le tribunal de corriger d'office une telle erreur, pourvu que cette correction soit soumise pour approbation à la Cour, dans les 30 jours suivant la date de la sentence</p> <ul style="list-style-type: none"><li>–</li><li>• Ou Interprétation de la sentence</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 36</b>
<b>Effets de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Accord du tribunal d'un court délai à la partie n'ayant pas formé la demande de correction pour soumettre tout commentaire</li><li>•</li><li>• Délai n'excédant pas normalement 30 jours suivant la réception de la demande de correction par la partie n'ayant pas formé cette demande</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 19</b>
<b>De qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• D'une partie, si la saisine du tribunal est encore matériellement possible</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 3 mois de la notification de la sentence</li></ul>
<b>A qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au Comité d'arbitrage</li><li>•</li><li>• Le Comité d'arbitrage saisit le tribunal quand cela est encore matériellement possible</li></ul>
<b>Objet de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rectification de toute erreur matérielle contenue dans la sentence</li></ul> <p><u>Remarque</u>: possibilité pour le tribunal de corriger d'office une telle erreur</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ou Interprétation de la sentence</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 28</b>
<b>De qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• D'une partie</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 3 mois de la communication de la sentence</li></ul>
<b>A qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au CMAP, qui saisit le tribunal</li><li>•</li><li>• Par lettre recommandée avec demande d'avis de réception</li></ul>
<b>Objet de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rectification de toute erreur matérielle contenue dans la sentence</li><li>•</li><li>• <u>Remarque</u>: pas de possibilité pour le tribunal de se saisir d'office</li><li>•</li><li>• Ou Interprétation de la sentence</li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 28</b>
<b>Condition à la recevabilité de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• La saisine du tribunal doit être encore matériellement possible</li><li>•</li><li>• A défaut, compétence du tribunal préconstitué</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– Tribunal préconstitué siège en formation de 3 arbitres</li><li>Arbitre unique si accord des parties en ce sens</li><li>– Toutes les dispositions du règlement sont applicables</li></ul></li></ul>

## 14. Demande de correction de la sentence

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 37, 38</b>
<b>De qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• D'une partie</li></ul>
<b>Quand ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 30 jours de la réception de la sentence</li></ul>
<b>A qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Au tribunal</li><li>• Moyennant notification aux autres parties</li></ul>
<b>Objet de la demande</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rectification :<ul style="list-style-type: none"><li>– de toute erreur matérielle, de calcul ou typographique contenue dans la sentence</li><li>– De toute erreur ou omission de même nature</li></ul></li></ul> <p><u>Remarque</u>: possibilité pour le tribunal de corriger d'office une telle erreur dans les 30 jours de la communication de la sentence</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ou Interprétation de la sentence</li></ul>

## 15. Correction / interprétation de la sentence

<b>a. Règlement CCI</b>	<b>Article 36</b>
<b>Forme de la décision de correction ou d'interprétation</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Addendum</i>, faisant partie intégrante de la sentence</li><li>•</li><li>• Les dispositions du règlement concernant l'établissement, la notification et l'examen préalable par la Cour de la sentence s'appliquent <i>mutatis mutandis</i></li><li>•</li></ul> <p>(Voir Articles 32, 34 et 35 dans Points 13.1 « reddition de la sentence » et 13.2 « notification de la sentence » sous « règlement CCI »)</p>
<b>Examen préalable par la Cour</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Soumission par le tribunal de son projet de décision concernant la demande de correction ou d'interprétation à la Cour au plus tard 30 jours après :</li><li>•<ul style="list-style-type: none"><li>– L'expiration du délai pour recevoir tout commentaire de la partie n'ayant pas formé la demande</li><li>–</li><li>– Ou dans tout autre délai fixé par la Cour</li></ul></li></ul>

## 15. Correction / interprétation de la sentence

<b>b. Règlement AFA</b>	<b>Article 19</b>
<b>Délai pour statuer</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 3 mois de sa saisine Sauf prorogation par le Comité d'arbitrage</li></ul>
<b>Relecture préalable par le Comité d'arbitrage</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Du projet de décision de correction ou d'interprétation de la sentence</li><li>• (Voir Article 18 dans Point 13.1 « reddition de la sentence », sous « règlement AFA »)</li></ul>
<b>Notification</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Aux parties de la décision de correction ou d'interprétation datée et signée par le tribunal</li><li>• (Voir Article 18 dans Point 13.2 « notification de la sentence », sous « règlement AFA »)</li></ul>

**15. Correction / interprétation de la sentence**

<b>c. Règlement CMAP</b>	<b>Article 28</b>
<b>Délai pour statuer</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les plus brefs délais Au plus tard dans les 2 mois de sa saisine</li></ul>
<b>Modalités de la décision</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Demandes instruites contradictoirement</li><li>•</li><li>• Le tribunal statue par décision motivée</li></ul>

**15. Correction / interprétation de la sentence**

<b>d. Règlement CNUDCI</b>	<b>Articles 37, 38</b>
<b>Délai pour statuer</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les 45 jours suivant la réception de la demande</li></ul>
<b>Modalités de la décision</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rectifications / interprétation faite(s) par écrit</li><li>•</li><li>• Rectifications / interprétation font partie intégrante de la sentence</li><li>•</li><li>• Les dispositions concernant la forme et l'effet de la sentence s'appliquent aux rectifications / à l'interprétation</li></ul> <p>(Voir Article 34, Points 13.1 « reddition de la sentence » et 13.2 « notification de la sentence » sous « règlement CNUDCI »)</p>

**Merci pour votre attention !**